

Comment gouverner un peuple-roi ?

Pierre-Henri TAVOILLOT

LES DÉJEUNERS DE L'INSTITUT DIDEROT

Comment gouverner un peuple-roi ?

Pierre-Henri Tavoillot

JUIN 2021

Sommaire

Avant-propos

André Comte-Sponville

p. 5

Comment gouverner un peuple-roi ?

Pierre-Henri Tavoillot

p. 13

Questions de la salle

p. 27

Les publications de l'Institut Diderot

p. 45

Avant-propos

Pierre-Henri Tavoillot est né en 1965, à Saint-Étienne. Il enseigne la philosophie à Sorbonne Université (qui regroupe les anciennes universités Paris IV et Paris VI), où il s'occupe notamment de « la formation tout au long de la vie ». Il est par ailleurs président du Collège de philosophie.

Après plusieurs travaux d'historien de la philosophie (dont une thèse très savante sur « Kant et la querelle des Lumières »), Pierre-Henri Tavoillot s'est fait connaître d'un plus vaste public par ses travaux sur les âges de la vie (citons notamment *Philosophie des âges de la vie. Pourquoi grandir ? Pourquoi vieillir ?*, Grasset, 2007), et aussi, de façon plus étonnante, par un best-seller écrit avec son frère François, qui est apiculteur, *L'abeille et le philosophe, Étonnant voyage dans la ruche des sages* (Odile Jacob, 2015). Cela ne l'empêcha pas de revenir très vite à ses amours de jeunesse (il a fait des études de sciences politiques avant de passer l'agrégation de philosophie) et à son cœur de métier, qui est la philosophie politique d'abord, la philosophie éthique ensuite.

Cela aboutit, en 2019 et 2020, à deux livres remarquables : *Comment gouverner un peuple-roi ? Traité nouveau d'art politique* (Odile Jacob, 2019) et *La morale de cette histoire, sous-titré Guide éthique pour temps incertains* (Michel Lafon, 2020). Sur lequel de ces deux livres lui proposer d'intervenir ? Il nous a semblé que les questions du pouvoir et de l'obéissance étaient aujourd'hui plus urgentes. Nous lui avons donc demandé de répondre devant nous (car il est faux qu'en philosophie seules les questions important : les réponses, le plus souvent, important bien davantage) à la question qui fait le titre du premier de ces deux livres : *Comment gouverner un peuple-roi ?*

Que signifie cette expression de « peuple-roi » ? Que nous vivons en démocratie, donc sous le règne, en principe, d'un peuple souverain. Pierre-Henri Tavoillot reprend la fameuse définition de Lincoln, dans un discours de 1863 : la démocratie, c'est « le gouvernement du peuple par le peuple, pour le peuple ». Mais si le peuple gouverne, qui gouverne-t-il ? Les citoyens, donc le peuple ! Ce dernier, dans une démocratie, se doit donc, étonnamment, obéissance à lui-même. C'est le nœud du problème : les mêmes individus – nous tous – sont à la fois citoyens, donc membres du souverain, et sujets, donc soumis individuellement aux lois qu'ils ont ensemble édictées, qui sont les lois de la République. Cela fait comme un système de double contrainte, dont les psychiatres nous disent qu'il peut rendre fou : l'obligation de gouverner (ou en tout cas de participer, comme disait Rousseau, à la « puissance souveraine ») se mêle à l'obligation d'obéir

(y compris quand on n'est pas d'accord), mais sans se confondre tout à fait avec elle (être citoyen ne dispense pas d'être sujet, gouverner ne dispense pas d'obéir), le tout constituant un composé structurellement et définitivement instable, qu'on pourrait caractériser par l'obligation ô combien paradoxale d'être libre ! Pas étonnant que la démocratie soit « un régime décevant, absurde, incompréhensible » ! Mais c'est le nôtre, et tous les autres sont pires.

Reste alors à savoir ce qu'est le peuple. On verra que notre philosophe en présente d'abord trois figures : le peuple-société, le peuple-État, le peuple-opinion, chacun de ces trois peuples ayant « le secret désir de dévorer les deux autres ». À quoi s'ajoutent, et c'est ce qui peut nous sauver de nous-mêmes, le peuple démocratique et le peuple-récit. Le premier est d'abord une méthode, fondée sur la combinaison de quatre moments : des élections, des délibérations, des décisions, enfin la reddition des comptes. De ces quatre moments, tous nécessaires et irréductibles l'un à l'autre, il résulte que « l'art politique n'a jamais été aussi difficile qu'en démocratie ». C'est qu'il y faut « le souffle de la conquête pendant les élections, de la patience pendant la délibération, du courage dans la décision, et de l'humilité lors de la reddition des comptes », autant de vertus « radicalement contradictoires » ou dont la compatibilité, en tout cas, ne va pas de soi. Cela devrait nous pousser à un peu plus d'indulgence, vis-à-vis de nos élus, et à un peu plus d'exigence, vis-à-vis de nous-mêmes. Je ne peux, sur ce point, que donner raison à Pierre-Henri Tavoillot.

L'art politique n'est pas seulement un art de gouverner, c'est aussi, et peut-être surtout, « un art d'être gouverné », qui ne va pas sans obéissance. La démocratie, étymologiquement, est le pouvoir du peuple (c'est ce qui la distingue de l'anarchie, qui serait absence de pouvoir), et aucun pouvoir n'est réel qu'à condition qu'on s'y soumette. Il faudrait relire de ce point de vue le *Discours de la servitude volontaire*, de la Boétie, pour lui substituer un traité de l'*obéissance* volontaire. Une leçon en découle, pour chaque démocrate : « Au lieu d'attendre tout de nos élus, nous devons avoir conscience éminente de notre devoir de citoyen ». Eh oui ! Le droit d'être libre, dans une démocratie, est indissociable du devoir d'obéir ! Car si le peuple est souverain, aucun citoyen ne l'est seul : chacun d'entre nous ne représente qu'une infime partie de la souveraineté (tout électeur ne constitue, en France, qu'environ un cinquante-millionième de souverain), alors qu'il est à 100 % sujet. Cet écart considérable, entre ce que j'appellerais volontiers ma dose individuelle de souveraineté (quelque 0,000002 % de la souveraineté globale) et ma dose de sujétion ou d'obéissance (100 %, en principe), explique que chacun d'entre nous soit si souvent déçu, frustré ou mécontent ! On me promet d'être libre (et nous le sommes en effet, mais ensemble, donc aussi les uns contre les autres) et on me demande d'obéir ! De là les tentations populistes qui voudraient toujours plus de démocratie, notamment participative, tout en refusant trop souvent d'obéir, voire en rêvant parfois d'un pouvoir fort ou « illibéral », qui les dispenserait de démocratie, y compris représentative ! C'est encore un point où je suis d'accord avec mon ami

Pierre-Henri : c'est la démocratie représentative qu'il faut sauver, y compris contre ces « gadgets démocratiques » que sont fréquemment les instances participatives, trop facilement noyautées ou détournées par des minorités agissantes ou militantes !

Quant au cinquième peuple, « le peuple-récit », il est le produit d'une histoire, toujours particulière, actualisée par la volonté de la continuer. C'est la nation selon Renan : « Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple » (Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, 1882). La méthode démocratique est universelle ; aucune nation ne l'est, ni aucun peuple, ni donc aucune démocratie réelle. Aussi aurait-on tort de prétendre diluer la France ou l'Europe, comme réalités historiques, dans l'universalisme abstrait d'une démocratie purement formelle ou méthodologique. Mais on aurait tort aussi, et plus gravement, de renoncer à la méthode démocratique (élections, délibérations, décisions, redditions des comptes) au nom d'un grand récit nationaliste ou populiste !

« Pourquoi est-on démocrate ? », demande Bouziane Behillil dans le débat. Notre conférencier lui répond : « pour grandir », pour « devenir adulte », ce qui suppose qu'on renonce à la fois « à la toute-puissance et à l'impuissance », l'une et l'autre mortifères, et qu'on assume les trois traits qui distinguent l'adulte de l'enfant : l'expérience (le rapport au monde), la responsabilité

(le rapport aux autres) et l'autonomie (le rapport à soi). « Le tout forme un petit système de sagesse », note joliment Pierre-Henri, dans lequel « se rejoignent les fils de [son] travail ». Lui qui a tant écrit sur les âges de la vie, il est beau qu'il conclue que c'est là la force et de la démocratie en général et de notre civilisation en particulier : l'une et l'autre nous assurent que « tous les humains sont grands, que tous peuvent grandir, et que nous pouvons grandir ensemble ».

J'ajoute un dernier mot : que ce soit sur les âges de la vie, la politique ou la morale, Pierre-Henri Tavoillot s'adresse à ce que j'appelle le grand public cultivé, c'est-à-dire au fond à nous tous, sans renoncer pour autant à la rigueur et aux connaissances qui lui permettent d'être estimé par ses pairs. Il s'efforce de « rendre la philosophie populaire », comme le voulait Diderot, sans manquer en rien aux exigences de la philosophie savante. Comme c'est un exercice que j'ai beaucoup pratiqué, je sais à quel point il est difficile et nécessaire. Merci à Pierre-Henri d'y consacrer tant d'efforts, et de nous aider si talentueusement à grandir !

André Comte-Sponville
Directeur général de l'Institut Diderot

Comment gouverner un peuple-roi ?

Je partirai de ce sur quoi on termine habituellement : la démocratie ne fonctionne pas bien. C'est un régime décevant, absurde, incompréhensible. Pourquoi est-elle décevante ? Parce qu'elle nous promet beaucoup : la liberté, l'égalité, la fraternité, parfois même le bonheur. Or nous ne serons jamais totalement libres, jamais entièrement égaux, jamais parfaitement fraternels ; quant au bonheur, il reste une idée neuve, pour longtemps.

La démocratie est aussi un régime absurde. Ce régime qui se propose de gouverner un peuple de rois n'a pas de sens. Mais les solutions antérieures en ont-elles plus ? Se confier à de grands ancêtres qui ont tout pensé ; croire qu'il y a une transcendance qui irradie l'autorité à laquelle nous allons nous soumettre ; penser qu'il y a une harmonie naturelle des choses, n'est pas plus lucide. La solution démocratique, dans l'éventail des formes de légitimité d'un pouvoir, n'est pas plus absurde que tout ce qu'on a expérimenté par le passé. Comme le disait Churchill dans une formule bien connue, c'est le pire des régimes, à l'exception de tous les autres.

Mais plus qu'absurde, la démocratie est un régime incompréhensible. La plus belle définition de la démocratie est celle donnée par Lincoln dans une autre formule fameuse, celle qui clôt son discours de commémoration de la bataille de Gettysburg en 1863 : le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. L'expression est magnifique. À tel point que nous l'avons incorporée dans notre Constitution à partir de la Quatrième République. Mais une fois l'admiration passée, les choses se compliquent. Qu'est-ce qu'un gouvernement ? Qu'est-ce qu'un peuple ?

La première question est le problème de fond de toute la philosophie politique depuis l'origine. On peut la formuler ainsi, perturbante pour notre sensibilité contemporaine : comment susciter l'obéissance volontaire ? Cette question choque nos esprits démocrates, parce que pour nous la citoyenneté n'est pas l'obéissance, c'est même plutôt en partie la désobéissance, dire non, être révolté, insoumis. Mais la citoyenneté, c'est l'obéissance. Seulement, il ne faut pas confondre obéissance et servitude. Comme le dit Rousseau, un peuple libre obéit, mais ne sert pas ; il a des chefs, mais il n'a pas de maître. Sans obéissance, nous ne pouvons vivre ensemble. Obéir, au sens étymologique, c'est *ob audire*, prêter l'oreille. Je ne donne pas ma volonté, mais je prête mon oreille, je la prête au fait qu'il y a des autres autour de moi, et du réel. C'est-à-dire qu'il faut que je réfrène mon ego. Cela est différent de la servitude. La servitude, c'est la soumission, c'est se transformer soi-même en chose. Le gouvernement demande ainsi non pas de la servitude

volontaire, mais de l'obéissance volontaire et cela, pour un démocrate, a du mal à passer : voilà un régime qui clame la liberté, mais demande de l'obéissance. C'est assez problématique et pourtant nous venons d'en faire collectivement l'expérience pendant près d'un an. Nous avons été très obéissants, y compris devant des mesures qui nous paraissaient absurdes.

La deuxième question est encore plus compliquée. Qui est le peuple? « Le peuple », ça a une sorte d'évidence. On sait bien qui est le peuple, on sort et on le rencontre sur les marchés, les ronds-points. Mais ce qu'on voit alors, c'est du peuple, certainement pas le peuple. Une autre façon de procéder est d'identifier les ennemis du peuple : les énarques, les immigrés, les pauvres, les riches... en fin de compte, la liste sera tellement longue qu'on sera tout seul. Le peuple, alors, c'est moi ; je l'incarne. On y croira un petit peu, jusqu'à ce que ça dysfonctionne à nouveau.

La démocratie, c'est le peuple-roi, et nous n'arrivons pas à définir le peuple. Il est donc vital de saisir ce qu'on entend par ce terme, si l'on veut comprendre la démocratie. Et la réponse doit être opérationnelle. Elle doit servir à quelque chose. Ne pas être, comme on dit, une réponse de philosophe.

Je propose de partir de l'idée d'un pluralisme de peuples. Le peuple a plusieurs visages. Nous leur donnons droit, et c'est ce qui permet de dire que nos régimes sont libéraux. La hantise des libéraux, à la suite du spectacle de la Révolution française et de la période terroriste, était

l'idée d'un peuple unique, d'un peuple substance, source d'un pouvoir absolu, pire que l'absolutisme passé. Parce que l'absolutisme des rois avait cet avantage qu'il était limité par la transcendance d'un Dieu, par ailleurs absent, tandis que le peuple est là et que ceux qui s'en réclament peuvent imposer une dictature sans aucune limite. D'où le fait que les libéraux opposent au « peuple » unique une pluralité de figures.

Le peuple, c'est d'abord ce qu'on peut appeler le peuple-société : des gens qui vivent ensemble, qui tissent entre eux des liens de travail, d'amitié, d'affection, de concurrence. Cela ne suffit cependant pas à faire peuple, parce qu'on peut vivre ainsi à côté, mais en totale indifférence. À côté de ce vivre ensemble dont on parle tant, il faut du vivre en commun. Autrement dit, en plus de vivre ensemble, il faut vouloir vivre ensemble, vivre en commun. Avoir un passé, un présent et un avenir commun. Autrement dit, partager des souvenirs ; des institutions et des règles ; une perspective, un avenir et un horizon commun. Ce vivre en commun, c'est le peuple-État, un commun qui dure, structuré autour d'un passé, d'un présent et d'un avenir partagés.

Vivre ensemble, vouloir vivre ensemble et, enfin, discuter ensemble de la manière dont on veut vivre ensemble. Cette troisième figure du peuple est le peuple-opinion, l'espace public.

Nos régimes sont construits sur ces trois figures de peuple, avec le secret espoir qu'elles vont pouvoir

coexister et s'autolimiter. C'est l'idée des libéraux : faire en sorte de diviser le peuple en plusieurs figures qui se contrôlent mutuellement. Le problème étant que chacun de ces trois peuples a le secret désir de dévorer les deux autres. C'est la source des pathologies de la démocratie contemporaine.

Le peuple-État a le désir très puissant de dévorer le peuple-opinion, l'espace public. Cela s'appelle la propagande. Il a aussi le désir très puissant de dévorer le peuple-société, c'est-à-dire nos espaces privés. Le désir de nous dire ce qu'il faut faire, ce qu'est le vrai bonheur, jusqu'à éventuellement dissoudre la vie privée. C'est là le modèle totalitaire : plus de privé, tout est public. Tout est politique, comme on disait jadis.

À l'inverse, le peuple-société peut dévorer ses voisins : l'espace public devient un lieu de divertissement ; l'État devient le lieu de concurrence des intérêts ou d'une politique de l'émotion, où on demande à nos responsables d'être compassionnels à l'égard de la misère du monde. Troisième dérive possible, qui n'était pas prévue, quand le peuple-opinion dévore les deux autres : la vie privée est livrée aux réseaux sociaux et aux sociétés qui valorisent les données ; nous exigeons de l'État qu'il ne nous cache rien. C'est la société de transparence. Nous avons tous ce mot de transparence à la bouche. On nous cache des choses or nous sommes un peuple-roi, nous avons le droit de tout savoir. Cet idéal paraît sympathique au premier abord. Jusqu'à ce qu'on réfléchisse et qu'on comprenne que cette transparence est périlleuse. J'ai

eu l'occasion une fois de rencontrer Audrey Tang, la ministre du numérique de Taiwan, une *geek* de tendance anarchiste qui a été très active dans le Mouvement des Tournesols de 2014. Elle est notamment connue pour avoir mis en place un réseau de caméras dans le Parlement de Taiwan afin de dissuader la police d'intervenir. Durant la conversation, Audrey Tang m'a dit que quand elle était opposante, elle était pour la transparence, mais qu'elle est maintenant extrêmement vigilante, parce que mettre les données de l'État taiwanais sur la place publique ne peut que profiter à la Chine. Autrement dit, il faut de la transparence quand il s'agit de conquérir la démocratie, mais, une fois la démocratie installée, le secret est nécessaire pour ne pas se livrer aux adversaires. C'est l'un des grands défis du temps présent, faire la part entre l'exigence démocratique de publicité et le désir fou de transparence totale.

Les trois pathologies que je viens de décrire peuvent nous plonger dans une crise démocratique. Est-ce une fatalité? Peut-être pas. Si toutes ces maladies existent, aucune n'est vraiment mortelle. Mais cela exige de trouver une bonne définition du peuple.

Je propose ainsi d'ajouter un quatrième et un cinquième peuple. Pour voir ce quatrième peuple, il faut changer son regard : ne pas penser le peuple comme une substance, qu'on peut rencontrer dans la rue, à l'Assemblée, dans les médias, mais comme une méthode. Si nous ne trouvons pas le peuple, c'est que nous cherchons mal : nous cherchons à le voir alors qu'il faut le pratiquer.

Cette méthode consiste à articuler quatre moments dont la combinaison produit un peuple démocratique : des élections, des délibérations, des décisions et de la reddition de comptes. Ces quatre composantes sont nécessaires pour qu'il y ait démocratie. Là où il en manque une, la société et le régime basculent.

Prenons quelques exemples.

Tout d'abord, l'Iran. Des élections viennent d'y avoir lieu (même si la possibilité de se porter candidat est très contrainte). Des décisions y sont prises. Il y a de la reddition de comptes. En revanche, il manque quelque chose d'absolument central, l'espace public. Il n'y a pas d'espace public libre. La République iranienne est peut-être une théo-démocratie, mais ce n'est pas une démocratie à proprement parler.

Autre exemple, la Chine. Il y a des élections, au sein du Parti, des délibérations, très opaques, des décisions, incontestablement, mais plus de reddition de comptes, puisque la règle établie par Deng Xiaoping en 1979, qui consistait à imposer un changement au sommet du pouvoir après dix ans, a changé avec Xi Jinping, qui est devenu un nouveau Mao.

En Russie, enfin, il y a des élections – un peu prévisibles, certes ; il y a un espace public, un peu périlleux ; des décisions sont prises ; mais, là encore, manque la reddition de comptes puisque c'est toujours Poutine qui sera au pouvoir. Il n'y a donc pas de démocratie en Russie.

En France, en revanche, quoi qu'on en dise, ces quatre composantes sont présentes. Mais avec des faiblesses. Il y a des élections; même si on ne va pas voter, on les multiplie, puisqu'on a inventé les élections qui préparent aux élections, et nous adorons les campagnes électorales. Nous aimons aussi beaucoup la délibération. Nous sommes une démocratie bavarde et c'est tant mieux, même si démocratie, délibération et bavardage ne sont pas la même chose. Pareil pour la reddition de comptes. D'ailleurs, comme pour le Baccalauréat, nous voudrions basculer du contrôle terminal au contrôle continu, c'est-à-dire demander à nos élus de rendre des comptes minute par minute, ce qui n'est pas très raisonnable. Un peu comme si notre banquier fermait notre compte au premier découvert, avant la fin de l'exercice. Nous sommes encore plus fragiles en matière de décision. C'est un des traits de notre démocratie contemporaine : la difficulté de prendre des décisions. Cette impuissance publique est sans doute le nouveau trait de nos régimes démocratiques. C'est un vrai défi, qui va au-delà de la crise de la représentation : sommes-nous capables de faire ce que nous savons qu'il faut faire? Nous sommes tous confrontés à ces murs dans nos activités professionnelles : films, édition, vie universitaire, vie économique. On voit bien ce qu'il faudrait faire, mais on ne peut pas, car c'est compliqué, lourd, lent et les obstacles sont innombrables. Or la promesse démocratique par excellence est de rendre le peuple maître de son destin. Ce qui suscite la colère démocratique aujourd'hui est ce constat d'impuissance alors qu'on nous promet, peut-être à tort, la toute-

puissance. Entre les deux, entre l'impuissance et la toute-puissance, il y a sans doute un moyen terme à trouver. Une démocratie efficace doit se situer entre ces deux points.

Nous devrions ainsi prendre conscience, nous autres citoyens, que l'art politique n'a jamais été aussi difficile qu'en démocratie. Les quatre moments de la démocratie que l'on vient de dégager sont autant d'arts politiques différents, difficiles et probablement incompatibles, qui appellent des qualités divergentes. Il faut le souffle de la conquête pendant les élections, de la patience pendant la délibération, du courage dans la décision, et de l'humilité lors de la reddition de comptes. Comment y arriver ? C'est impossible, ce sont des vertus radicalement contradictoires. Pour gouverner un peuple-roi, il faut prendre conscience de cette difficulté à gouverner, que le peuple roi accepte d'être gouverné. L'art politique, de ce point de vue, est davantage un art d'être gouverné. Au lieu d'attendre tout de nos élus, nous devons avoir conscience éminente de notre devoir de citoyen.

Si le peuple comme méthode est, selon moi, une idée opérationnelle, qui correspond effectivement à la vérité de ce qu'est le régime démocratique, il lui manque pourtant quelque chose. Car on ne peut adhérer charnellement à une méthode : en renonçant au peuple substance, nous nous obligeons à trouver quelque chose d'autre à quoi nous puissions nous identifier. D'où la nécessité d'un cinquième et dernier peuple.

Ce cinquième peuple, c'est le peuple-récit. Car si la méthode démocratique est universelle, puisqu'on la retrouve en Inde, en Corée du Sud, au Botswana, la manière dont on la met en œuvre est toujours singulière. Les démocraties sont très différentes. Pour un Français, la démocratie américaine est curieuse, avec une élection dont le gagnant n'est pas forcément celui qui obtient le plus de voix. Pour les Américains, réciproquement, la France n'est pas du tout une démocratie, c'est une monarchie. Et ils ont raison, nous sommes encore monarchiques, parce que la France est une création de l'État royal. Ailleurs, les débats parlementaires ont bien plus de consistance que chez nous. On est frappé de la violence verbale des parlementaires à la Chambre des Communes : la reddition des comptes est très stricte au Royaume-Uni, rien à voir avec nos séances de questions au gouvernement. Tony Blair disait qu'il avait encore un frisson de terreur le mercredi à midi, heure où il devait répondre devant la Chambre quand il était Premier ministre. La démocratie indienne est étrange : comment envisager une démocratie structurée sur le système de castes, avec cependant un espace public et des tirages qui font pâlir d'envie tous les responsables de journaux en France ? La démocratie, donc, n'est pas un modèle unique, mais une méthode avec des histoires différentes.

Malgré la diversité de ces cinq peuples, la démocratie est aujourd'hui en crise, peut-être même en déclin. Elle est attaquée par des régimes différents : d'un côté, les démocraties ou les régimes illibéraux, c'est-à-dire les régimes qui veulent prendre quelques libertés avec la

liberté; de l'autre, le populisme, notion peu claire, qui n'est pas antidémocratique, mais hyperdémocratique, raison pour laquelle on a tort de confondre fascisme et populisme : le premier est une critique de la démocratie, le second une demande de toujours plus de peuple et de toujours plus de pouvoir, ce qui est un rêve intenable, mais auquel il faut répondre. Nous sommes aussi travaillés par le sentiment qu'en fin de compte la démocratie est mauvaise parce qu'entachée des péchés qui ont été ceux de la civilisation de la démocratie : impérialisme, colonialisme, machisme, esclavagisme. Il n'y aurait donc pas de raison d'être fier, mais plutôt d'être particulièrement critique à l'égard de ce que nous sommes.

La réponse à cette question me semble claire. Certes, comme toutes les grandes civilisations, la civilisation de la démocratie a été impérialiste, colonialiste, patriarcale, esclavagiste. Mais c'est la seule grande civilisation, parmi toutes, qui a aussi été anti-impérialiste, anti-esclavagiste et qui a permis l'émancipation de la femme. Au lieu de nous dire que nous avons péché, nous pourrions dire que nous nous sommes efforcés de quêter l'absolution. Malgré les torts de la civilisation de la démocratie, la démocratie est le régime qui permet aux individus de grandir.

Permettre aux individus de grandir : c'est là où se rejoignent les fils de mon travail. À Rome, les *maiores* étaient les pères de famille. Tous les autres étaient des mineurs. La majorité était l'exception, la minorité, la

règle. En démocratie, la majorité est la règle, la minorité est l'exception accidentelle. Nous sommes donc la civilisation qui permet de grandir, la civilisation des adultes, des grandes personnes. Ce pourquoi il faut aussi, comme un adulte, renoncer à la fois à la toute-puissance et à l'impuissance, apprendre à être déçu, apprendre à être un peu frustré, ne pas prendre tous ses désirs pour des réalités.

C'est la force de la civilisation de la démocratie : elle assure que tous les humains sont grands, que tous les humains peuvent grandir et que nous pouvons grandir ensemble. Nous devons en avoir conscience pour pouvoir gouverner un peuple-roi.

Questions de la salle

Jean-Louis Gergorin¹ : *Ma question porte sur les adversaires de la démocratie, ceux qui la remettent en cause et se sont beaucoup structurés. Je vais commencer par deux références issues du Financial Times. La première, c'est une grande interview que son rédacteur en chef de l'époque a faite en juin 2019 avec Vladimir Poutine². Que disait Poutine? En un mot, que la démocratie libérale est condamnée. Condamnée, parce qu'elle est victime de ses obsessions, notamment de son obsession des minorités, ce qu'on appelle le politiquement correct ou le woke. Selon Poutine, ce modèle de démocratie libérale est condamné parce que les peuples en auront assez. La démocratie libérale conduit au désastre, à l'abîme. Et, implicitement, Poutine fait ainsi la promotion de modèles différents, celui de la Russie notamment.*

-
1. Ancien chef du Centre d'Analyse et de Prévision du Quai d'Orsay, ancien membre du comité exécutif d'EADS, Chargé de cours à Sciences Po Paris, consultant en matière de cybersécurité et d'aérospatiale.
 2. Consultable sur <https://www.ft.com/content/670039ec-98f3-11e9-9573-ee5cbb98ed36>

De même, il y avait dans le Financial Times du 18 juin un entretien avec Vladislav Sourkov³. Sourkov est un personnage extraordinaire, qui a joué un rôle beaucoup plus important que son absence de notoriété pourrait laisser supposer. Moitié tchéchène, moitié russe, il a eu une carrière un peu de hippie, pour ensuite être le directeur de la communication Khodorkovski, qui a fini par avoir quelques ennuis politiques, et in fine, après toutes sortes de péripéties, se retrouver dans le staff de Poutine au début de ce dernier comme Premier ministre fin 1999. Sourkov s'est ensuite brouillé avec Poutine, parce qu'il défendait une politique offensive d'annexion du Donbass en Ukraine, ce qui pour Poutine en faisait un peu trop. Il a donc remplacé Sourkov, mais celui-ci reste encore très influent et n'a aucun problème de sécurité personnelle. Si je parle de Sourkov, c'est que celui-ci est le père du concept de managed democracy : la démocratie gérée, managée, contrôlée. En gros, c'est la démocratie illibérale, c'est-à-dire qu'on laisse le peuple voter une fois tous les quatre ans ou cinq ans, on s'arrange évidemment pour ne pas perdre ces élections, et puis ça s'arrête-là. Dans son interview au Financial Times, Sourkov soutient notamment que grâce au numérique, la démocratie peut être inversée, neutralisée, managée. C'est ma question : dans votre réflexion, que faites-vous de l'impact de ces manipulations numériques que les démocraties illibérales et les régimes autoritaires comptent utiliser à loisir ? Comme vous le savez, Facebook

3. Consultable sur <https://www.ft.com/content/1324acbb-f475-47ab-a914-4a96a9d14bac>

ferme des comptes manipulés par des gouvernements autoritaires. Or récemment ils ont trouvé qu'il y avait une centaine de comptes pas simplement manipulés par des gens à Saint-Pétersbourg, mais associés à des robots avec de vraies photos engendrées par l'intelligence artificielle, des deepfakes. Le numérique permet de créer une fausse opinion publique, comment la démocratie peut se protéger face à cela ?

Pierre-Henri Tavoillot : Il y a une dizaine d'années, on envisageait Internet comme un moyen de régénérer la démocratie. Enfin, nous allons pouvoir aller vers la démocratie directe, avec la mise en place d'un grand forum et du vote électronique. La démocratie avait de beaux jours devant elle. Nous en sommes revenus. Nous avons pris conscience du fait que cet espace public intégralement libéré était une menace. Une menace très grave. J'ai en tête ce témoignage d'Alex Stamos, l'ancien directeur de la sécurité chez Facebook, qui a démissionné après les élections américaines qui ont conduit Donald Trump à la présidence. Stamos disait que ce que les régimes illibéraux visent en déstabilisant nos élections, ce n'est pas de faire gagner tel ou tel candidat, ce que, pour le moment, aucune science ne sait faire, mais qu'il est très facile de faire en sorte que les citoyens des démocraties libérales perdent confiance dans leur système électoral. C'est le cas désormais aux États-Unis, ce n'est pas loin d'être le cas aussi en France. Cette déstabilisation ne demande pas une escouade d'agents infiltrés, ça peut se faire à distance, en rémunérant des villages entiers du Bangladesh ou du Pakistan.

Le problème apparaît aussi quand on considère que l'espace numérique est fait de trois couches. La première, l'Internet au sens strict, comme technologie, est la couche anarchiste, avec un réseau sans organe central; la deuxième, c'est une couche plutôt de type aristocratique, le web, où plus un site est cliqué, plus il arrive en tête; une troisième couche, enfin, est une couche communautarienne, c'est la couche du web 2.0, des réseaux sociaux. Anarchie de l'Internet, aristocratie du web, communautarisme du web 2.0, nous avons là trois technologies et trois esprits qui ne sont pas favorables à la démocratie. Il faut en avoir conscience si nous voulons apprivoiser l'espace numérique.

Comment réagir face à cette menace? Et bien déjà, en effet, en étant conscient de celle-ci et en étant beaucoup moins naïfs sur cet espace public ouvert. Accepter aussi la nécessité d'une régulation. Je suis relativement optimiste. La crise de la Covid, me semble-t-il, a été révélatrice de ce point de vue-là : dans cette phase de déstabilisation, il y a eu un retour des marques dans l'espace médiatique – l'importance d'avoir des journaux, identifiables, ayant autorité, est revenue face à l'idée qu'Internet est plus digne de confiance que les journaux institutionnels. La jeunesse me semble aussi beaucoup plus mesurée et critique concernant Internet qu'elle l'était il y a encore six, sept ans.

Je crois donc que nous pouvons raisonnablement espérer que la démocratie apprivoisera ce bouleversement de l'espace public par le numérique.

Ardavan Amir-Aslani⁴ : *La démocratie n'est pas simplement une question de comptage des voix. Les votes sont correctement comptés en Iran, sauf que l'accès n'est ouvert qu'à ceux qui adhèrent à la théocratie islamique au pouvoir. Sous le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, Pieter Botha était correctement élu, sauf que c'était le régime de l'apartheid. En revanche, aux États-Unis, on a vu Trump et Bush, même s'ils avaient moins de voix, et ce n'est pas pour autant que les États-Unis cessent d'être une démocratie. La démocratie est donc aussi une question de valeurs. Notamment, c'est ma première question, n'est-elle pas d'abord et avant tout le respect des minorités ?*

Ma deuxième question est factuelle : vous avez dit que l'Inde est un système démocratique fondé sur le régime des castes ? Mais la Constitution indienne a formellement aboli le régime des castes. Le rédacteur de la Constitution, Ambedkar, était lui-même un Intouchable. Je voudrais savoir pourquoi vous avez retenu cette expression pour qualifier le régime politique indien.

Pierre-Henri Tavoillot : Oui, la loi indienne ne reconnaît pas les castes, mais, politiquement, les choses sont très différentes, en fonction des régions. La part des castes reste malgré tout extrêmement présente dans la politique quotidienne indienne. Le cas indien est d'ailleurs intéressant, parce que si on part de la définition

4. Avocat au Barreau de Paris, essayiste et co-fondateur du cabinet Cohen Amir-Aslani.

tocquevillienne de la démocratie comme égalisation des conditions, l'exemple indien en serait un parfait contre-exemple.

Concernant votre première question, je ne réduirai pas la démocratie à la défense des minorités, pour une raison qu'on vient de découvrir, c'est qu'il peut y avoir une tyrannie des minorités. Cela, Tocqueville ne l'avait pas prévu. Tocqueville parlait de la tyrannie de la majorité, qui peut opprimer une minorité, mais nous venons de découvrir cette autre forme de tyrannie, celle de la minorité, qui, dans une société de communication extrêmement avancée, fait des coups médiatiques pour fermer les bouches, vider les têtes et laver les cerveaux, accessoirement.

La question de la majorité est en fait une question très complexe. Contrairement à ce qu'on pense souvent, le vote majoritaire n'est pas du tout l'apanage de la démocratie. Les systèmes électoraux existaient bien avant la démocratie. Sur le plan historique, l'institution qui a été la source du système électoral, c'est l'Église, avec l'élection pontificale ou celle des abbés; nous devons davantage à l'histoire ecclésiastique pour nos institutions qu'à la Grèce ou à Rome qu'on a totalement oubliés. Or le principe qui régissait l'élection des abbés, c'était le principe *maior et sanior pars* : la part majoritaire, mais aussi la plus saine. Imaginons un petit monastère, l'abbé vient de mourir, l'élection a lieu, à la majorité. Mais l'évêque peut dire son mot, parce que l'évêque est la part la plus saine. Il peut invalider l'élection. On voit avec cet

exemple que l'élection n'est pas un principe démocratique, c'est un principe aristocratique, par définition, parce qu'il s'agit par l'élection de mettre ceux qui sont, en théorie du moins, les plus aptes, les meilleurs, les *aristoi*. Pour les penseurs grecs de l'Antiquité, l'élection n'était pas démocratique, c'était aristocratique. La seule procédure démocratique, c'était le tirage au sort.

Qu'est-ce qui a rendu l'élection démocratique? Premièrement, le fait que tout le monde peut se présenter et que tout le monde vote. Donc qu'il n'y ait plus de *sanior pars*. Deuxièmement, le principe de la représentation. Un député ne représente pas sa circonscription, mais l'intérêt général. Un député n'est pas le porte-parole de ses électeurs, mais le représentant de la France. Troisième élément, la campagne électorale. C'est pour ça que le tirage au sort est une ânerie, parce qu'avec le tirage au sort il n'y a plus de campagne électorale, pendant laquelle on échange des idées, on confronte des visions du monde, de façon publique. L'élection, aristocratique par principe, est ainsi devenue démocratique en pratique.

Pierre Sellal⁵ : *Dans votre question, « Comment gouverner un peuple-roi? » il y a un présupposé très optimiste : l'existence d'un peuple. D'un collectif. Or ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est à une exacerbation*

5. Président de la Fondation de France, Ambassadeur de France, ancien représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

des droits individuels, une situation où nous faisons face non pas à un peuple, mais à un collectif d'individus tyrans. La démocratie est-elle compatible avec l'exacerbation des droits individuels à laquelle nous assistons aujourd'hui?

Pierre-Henri Tavoillot : C'est la question centrale : la démocratie se construit sur l'individualisme, au sens strict du terme, les droits de l'homme, c'est-à-dire l'idée que l'individu compte plus que la société. Mais cet individu qui compte plus que la société doit vivre en société. C'est le paradoxe de la condition humaine : quand l'homme est seul, il meurt, quand il est avec les autres, il tue. Donc il faut une solution pour vivre ensemble sans s'entretuer. On remarquera que la démocratie y réussit plutôt mieux que les autres régimes. Le taux d'homicide en démocratie – à l'exception des États-Unis, certes, ce qui n'est pas rien – n'a jamais été aussi faible que sous un gouvernement démocratique. Deuxièmement, les démocraties ne se font pas la guerre entre elles, elles ne s'entretuent pas. Il y a là deux éléments qui montrent que ce pire des régimes, à l'exception de tous les autres, est en effet le meilleur.

Le risque, c'est que la valorisation de l'individu aboutisse à oublier le collectif et que nous devenions tous réciproquement les uns pour les autres des petits tyrans. Je fais un pari un peu optimiste : je pense qu'il y a, en effet, des minorités ultravisibles médiatiquement, qui savent se mouvoir dans l'espace public de manière virtuose pour manifester leur opposition, mais qu'elles sont très minoritaires et ne pourront s'imposer. Je fais le pari

du bon sens du collectif. Nous devons construire des individus qui ont conscience qu'ils ont besoin d'autres individus pour faire société. C'est un pari, il faut trouver les moyens pour le gagner et l'épisode de la Covid-19, je le redis, me paraît plutôt prometteur sur ces questions : le lien social s'est renforcé, les solidarités se sont assez bien exprimées. Par rapport à quelques scénarios ultra-pessimistes qu'on avait eus au départ, l'épisode a montré la résilience de la société française.

Bouziane Behillil ⁶ : *Sur la question de la démocratie, vous avez volontairement évité de limiter votre propos à la France. Vous avez soigneusement évité de localiser votre analyse. Vous avez parlé de civilisation, plutôt que de régime politique, pourriez-vous en dire plus sur ce choix, comme sur la notion de bonheur, que vous avez évoquée en parodiant Saint-Just? Enfin, pourquoi est-on démocrate? Ne serait-ce pas pour la raison que nous savons ce que signifient les régimes autoritaires et totalitaires? Nos jeunes ne méconnaissent-ils pas la protection qu'apporte la démocratie, ont-ils encore conscience que la démocratie est le meilleur rempart contre le totalitarisme? Ont-ils encore la notion du risque que ferait courir un affaiblissement de la démocratie?*

Pierre-Henri Tavoillot : C'est Tocqueville qui pour la première fois énonce que la démocratie n'est pas simplement un régime politique, souvent mal vu, d'ailleurs,

6. Avocat au Barreau de Paris, co-fondateur de la Société Cambacérès Avocat.

car assimilé à l'anarchie, mais une civilisation, caractérisée par l'égalisation des conditions. Cela ne veut pas dire que les gens deviennent plus égaux en matière de revenus, mais que n'importe quel autre être humain est vu comme un semblable. Quelle que soit sa couleur, son sexe, son statut social. Tous sont égaux en dignité. Cette civilisation de la démocratie n'a pas d'équivalent dans l'histoire de l'humanité. De ce point de vue-là, c'est un trésor inestimable, qu'il faut défendre et même promouvoir.

Deuxième question : le bonheur, une idée neuve... ? Oui, neuve et infiniment neuve. Je suis assez kantien sur ce point : le bonheur est un idéal de l'imagination, c'est-à-dire que nous souhaitons tous être heureux, mais que la définition du bonheur reste toujours évasive. Le bonheur ne saurait alors être un objectif politique. Décider à la place des gens de ce qui fait leur bonheur annonce en général le totalitarisme.

Vous me demandez enfin pour quelle raison est-on démocrate. Là, je pense avoir une réponse : pour grandir. La démocratie est le régime qui permet à tout le monde de devenir adulte, au sens strict du terme : adulte, c'est-à-dire ni la toute-puissance, ni l'impuissance, mais la capacité de pouvoir se débrouiller dans le monde. Pour moi, être adulte se définit par trois termes très simples, mais denses : l'expérience, la responsabilité, l'autonomie. L'expérience, c'est le rapport au monde ; la responsabilité, le rapport aux autres ; l'autonomie, le rapport à soi. Le tout forme un petit système de sagesse.

L'expérience, ce n'est pas avoir tout vu, tout fait. C'est avoir suffisamment expérimenté pour être capable de faire face à ce qu'on n'a pas expérimenté. On n'a pas tout compris au monde, mais on le sait et on arrive à bricoler dedans. C'est ça, l'adulte. Le jeune croit qu'il sait, il est dans la toute-puissance. L'adulte sait qu'il ne peut pas tout. La responsabilité n'est pas ici la responsabilité de ses actes, c'est la responsabilité pour autrui. Nous avons tous eu des gens qui ont compté pour nous dans notre vie et à un moment donné, on se dit que c'est à son tour de le faire, d'être responsable pour les autres. De renoncer un peu à ses envies, pour l'environnement, pour ceux qui nous entourent. L'autonomie, enfin, c'est l'idée de se réconcilier avec soi sans complaisance.

L'adulte, c'est la combinaison des trois, qui est évidemment un horizon. Nous arrivons à faire illusion, mais nous savons au fond de notre cœur que nous sommes encore enfants. Nous arrivons à faire illusion justement parce que nous sommes des gens responsables. L'adulte, c'est ce sentiment de ne pas l'être totalement, malgré nos titres, nos costumes. On sait qu'on reste fragile, mais on fait le travail.

Or le régime, la civilisation, qui permet à tous les êtres humains de parvenir à cette petite sagesse, c'est la démocratie. La grandeur de la démocratie, c'est de nous faire grandir. Pourquoi alors est-on démocrate ? Parce qu'on a envie d'être adulte. Le contraire, c'est Peter Pan, l'enfant qui ne veut pas grandir. La grande menace aujourd'hui, contre laquelle il faut lutter, c'est le refus de grandir.

En termes politiques et économiques, cela s'appelle la décroissance. Mon objection contre la décroissance ne se situe pas sur le plan environnemental ou économique, c'est une objection philosophique. La décroissance, c'est rétrécir. C'est-à-dire refuser cette obligation, ce devoir, cette difficulté d'être grand.

Jean Labib⁷ : *Dans les quatre composantes de la démocratie que vous avez dégagées, il y a le principe de décision. À quoi attribuez-vous son affaiblissement et son affadissement aujourd'hui ?*

Pierre-Henri Tavoillot : Je ne suis pas sûr qu'il y ait un affadissement, je pense surtout qu'on ne sait toujours pas comment rendre des comptes. La reddition de comptes est l'exercice le plus difficile. Quand elle a été inventée par l'État moderne, la reddition de comptes était la condition de l'efficacité de l'État. Ce sont les Anglais qui inventent l'*accountability*, à partir de l'idée qu'il n'y a jamais eu autant d'impôts collectés qu'à partir du moment où le Parlement était responsable. L'idée était donc que la responsabilité produit l'efficacité.

Aujourd'hui, nous ne savons plus manœuvrer cette idée de responsabilité. Regardez la crise sanitaire : la réaction, c'est vouloir virer nos responsables et même leur faire des procès. Ça, ce n'est pas de la reddition de comptes, c'est

7. Producteur, réalisateur et Président de la Compagnie des Phares et Balises (CPB Films).

juste idiot. Nous devrions plutôt regarder attentivement la séquence, en tirer les leçons, sans haine à l'égard de nos responsables dont il ne faut pas oublier de dire que pour rien au monde nous ne serions à leur place. Comme le disait Churchill, il s'agit de décider avec un tiers d'informations incomplètes un tiers d'informations contradictoires et un tiers d'informations fausses... Un peu de respect pour les décideurs ne serait donc pas malvenu, ce qui ne signifie pas qu'on ne peut pas les critiquer. Nous ne savons pas encore comment faire en sorte que la reddition de comptes ait lieu pour améliorer les choses après. C'est ça le but, pas mettre les gens en prison ou les renvoyer : faire en sorte que collectivement notre décision future soit meilleure. Or nous sommes effectivement dans une logique plutôt punitive, d'auto-flagellation, de vengeance. De ce point de vue, les commissions parlementaires n'ont pas été à la hauteur de l'enjeu. Je dirais même qu'il peut être utile de garder des gens compétents, qui ont commis des erreurs. Ceux qui n'en font pas, c'est comme le capitaine du Titanic qui était le meilleur capitaine au monde, parce qu'il n'avait jamais connu de naufrage ou d'incident : le jour où il en a eu un, on a vu le résultat. Mieux vaut des gens qui ont connu des échecs pour pouvoir effectivement s'améliorer.

Nous avons plutôt besoin d'améliorer nos processus de reddition de comptes que de modifier les méthodes de prise de décision. C'est notamment le problème avec la démocratie participative. Tout d'abord, notre démocratie est en réalité déjà très participative : il y a 600 000 élus en

France, ce qui est le record du monde. Beaucoup de gens en France consacrent leur temps à la politique. Surtout, la démocratie participative aboutit presque inévitablement à des usurpations du peuple. On crée des instances participatives. Pour ma part, j'adore la politique, mais je n'ai pas nécessairement le loisir ou l'envie de consacrer mes week-ends et soirées pour aller dans des réunions. Si je n'y vais pas, qui ira ? Des militants et des gens qui ont le temps. Ce seront eux qui tiendront les manettes à ma place. Je préfère infiniment qu'il y ait des représentants élus. De plus, ne créons pas un système dual, avec, d'un côté, des conventions citoyennes et, de l'autre, des Parlements. Il y aura forcément un choc des légitimités. Plus personne ne représentera personne. Je suis donc très prudent à l'égard de ces gadgets démocratiques. On constate la crise de la représentation et au lieu de renforcer la représentation, on la détruit un peu plus tous les jours. Mon conservatisme sur le plan de la démocratie représentative est quasi-total.

Nicolas Ombremer⁸ : *J'ai écrit un livre en 2009 au Seuil qui s'appelait De la démocratie numérique dont une des thèses principales rejoint ce que vous avez dit : à une époque où l'on était très élogieux et optimiste sur les effets du numérique, j'expliquais que le principal effet serait une confusion entre l'espace public et l'espace social. La force d'organisation du numérique comme*

8. Directeur de Spin Tank, agence de communication.

nouvelle structure d'organisation en réseau allait avoir un effet profond sur la confusion entre la société et l'espace public, une sorte d'alliance qui allait poser des problèmes énormes aux institutions de représentation, de décision et de délibération, qui devaient se saisir de la question.

J'ai l'impression qu'un de nos problèmes majeurs aujourd'hui, c'est effectivement qu'il y a une forme de confusion et un rapprochement entre l'espace public de délibération qui s'est beaucoup délité en même temps que tous nos corps intermédiaires et une société toute puissante, un peu ivre, un peu enfant, pour reprendre vos termes. Un de nos principaux défis est de savoir comment les institutions, et notamment l'État, pourront refabriquer du lien avec la société.

Je pense que nous sommes sur de mauvaises pistes. Il y a une espèce de vision mécaniciste de la délibération, où l'on invente plein de nouveaux trucs en croyant qu'il va se passer quelque chose. Je me demande si une nouvelle alliance entre la gouvernance et la société ne devrait pas se faire autour de la dernière des composantes de la démocratie que vous avez identifiées : le rendre compte, qui est une grande faiblesse française.

Pierre-Henri Tavoillot : C'est un problème décisif. Le grand problème des démocraties, c'est comment l'élite fait venir le peuple pour participer à la vie politique. Il y a trois méthodes. Première méthode, très pratique, très utile : le clientélisme. On achète les voix. Ça marche très bien. Mais on ne peut plus, c'est fâcheux. Comme

par hasard, c'est quand on commence à lutter contre le clientélisme que l'abstention monte... Deuxième idée, le Parti. Le Parti, c'est créer une contre-société, à la façon du Parti communiste qui encadre la vie de ses membres : éducation populaire, sociabilité, loisirs, etc. Le but étant que cette contre-société devienne la première. Effet non prévu : ça contribue en fait à intégrer le peuple et le faire participer aux institutions. Méthode très efficace, mais finie. C'est mort. Les partis n'existent plus. Troisième technique, nous y sommes, et on ne sait pas trop ce que c'est : le mouvement, à l'image de la République en marche d'un côté, de la France insoumise ou de Podemos de l'autre. On fait des machines électorales ponctuelles, sans idéologie très définie, avec un mode opératoire du type start-up pour En marche!, plutôt coopérative pour la France Insoumise. Comme l'a dit Jean-Luc Mélenchon, la France insoumise, ce n'est pas vertical, ce n'est pas horizontal, c'est gazeux. Le problème du gaz, c'est que quand il n'explose pas, il se dissipe.

Je suis d'accord avec vous pour dire que nous sommes un peu dans le désarroi, nous ne savons pas comment continuer à nourrir la vie démocratique. Les Gilets jaunes, en ce sens, étaient un élément intéressant à étudier, il faut simplement que cela soit plus positif que destructeur. C'est le grand défi.

André Comte-Sponville : *Je me permets une dernière question, à propos de l'Europe. J'ai toujours pensé que ce n'est pas parce qu'un peuple existe qu'il est souverain,*

c'est parce qu'il est souverain, et s'il est souverain ; qu'il existe. D'où ma question : est-ce qu'il existe, est-ce qu'il peut exister, est-ce qu'il doit exister un peuple européen ?

Pierre-Henri Tavoillot : Le peuple européen n'existe pas, mais il y a un fond sur lequel bâtir son existence : cette civilisation démocratique, qui n'est toutefois qu'une méthode, pas encore un récit, d'où le fait que le peuple européen n'existe pour l'instant pas. Il est peut-être en train de se construire. Selon moi, aujourd'hui, le seul socle de ce qui pourrait être un peuple européen, c'est la conviction que nous ne serons pas souverains sans l'Europe. Idée qui n'a rien d'évident. Beaucoup de personnes disent, non sans raison, que l'Europe est justement antinomique de la souveraineté, que l'Europe, précisément, met en cause notre souveraineté nationale. C'est une argumentation qui se tient. Mais, pour ma part, je pense que dans un monde structuré autour de deux puissances, les États-Unis et la Chine, dont l'une n'est pas une démocratie et sans doute en train de devenir la première, la souveraineté de la France passe par la souveraineté de l'Europe et donc par la constitution d'un peuple souverain. C'est ma conviction, mais je reconnais que c'est loin d'être gagné. L'Europe nous déçoit sur de nombreux aspects, et pas seulement les vaccins. Reconnaissons cependant que sur le plan de la dette, quelque chose d'important s'est produit avec la crise sanitaire. Mais le bilan est mitigé.

J'ai une affinité particulière avec l'Allemagne, je pense qu'un noyau dur européen, différent de l'Union

européenne, sur lequel on reconstruirait, avec des convergences fiscales et sociales, une base politique avec des intérêts similaires pourrait être un premier jalon pour une souveraineté européenne. Cela peut ne jamais arriver. Mais il y a encore ce pari européen, cette perspective, que je prends, car je suis convaincu, de manière utilitaire, que sans Europe, la souveraineté française sera plus faible.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les Publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?
Pr. François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ?
Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thourot
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique et numérique - Guillaume Pitron
- Comment réinventer les relations franco-russes ? - Alexandre Orlov
- La république est-elle menacée par le séparatisme ? - Bernard Rougier
- La révolution numérique met-elle en péril notre civilisation ? - Gérald Bronner

Les Carnets des Dialogues du Matin

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan

- **L'avenir de l'aménagement des territoires** - Jérôme Monod
- **L'avenir de la démocratie** - Dominique Schnapper
- **L'avenir du capitalisme** - Bernard Maris
- **L'avenir de la dépendance** - Florence Lustman
- **L'avenir de l'alimentation** - Marion Guillou
- **L'avenir des humanités** - Jean-François Pradeau
- **L'avenir de la justice sociale** - Laurent Berger
- **Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ?**
Nicolas Arpagian
- **L'avenir de la Bioéthique** - Jean Leonetti
- **Données personnelles : pour un droit de propriété ?**
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
- **Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ?** - Pierre Vermeren
- **Turquie : perspectives européennes et régionales** - S.E. Ismail Hakki Musa
- **Burn-out - le mal du siècle ?** - Philippe Fossati & François Marchand
- **L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.**
Jean-Philippe Hubsch
- **L'avenir du bitcoin et du blockchain** - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
- **Le Royaume-Uni après le Brexit**
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
- **L'avenir de la communication politique** - Gaspard Gantzer
- **L'avenir du transhumanisme** - Olivier Rey
- **L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?**
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
- **La transformation numérique de la défense française**
Vice-amiral Arnaud Coustillière
- **L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française**
Gérard Longuet
- **L'avenir du Pakistan** - Ardavan Amir-Aslnai
- **Le corps humain et sa propriété face aux marchés** - Sylviane Agacinski
- **L'avenir de la guerre économique américaine** - Ali Laïdi

Les Notes de l'Institut Diderot

- **L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert** - Emmanuel Halais
- **Le futur de la procréation** - Pascal Nouvel
- **La République à l'épreuve du communautarisme** - Eric Keslassy
- **Proposition pour la Chine** - Pierre-Louis Ménard
- **L'habitat en utopie** - Thierry Paquot
- **Une Assemblée nationale plus représentative** - Eric Keslassy
- **Où va l'Égypte ?** - Ismaïl Serageldin
- **Sur le service civique** - Jean-Pierre Gualazzi
- **La recherche en France et en Allemagne** - Michèle Vallenthini
- **Le fanatisme** - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- **De l'antisémitisme en France** - Eric Keslassy
- **Je suis Charlie. Un an après...** - Patrick Autréaux
- **Attachement, trauma et résilience** - Boris Cyrulnik
- **La droite est-elle prête pour 2017 ?** - Alexis Feertchak

-
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrrou
 - Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
 - À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
 - Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
 - L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
 - L'avenir des villes - Thierry Paquot
 - L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
 - L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
 - L'avenir du populisme - Dominique Reynié
 - L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
 - L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
 - L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
 - L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
 - L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
 - L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
 - L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
 - L'avenir du pétrole - Claude Mandil
 - L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
 - L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
 - L'avenir du travail - Dominique Méda
 - L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
 - L'avenir du logement - Olivier Mitterand
 - L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
 - L'avenir du climat - Jean Jouzel
 - L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
 - L'avenir de la politique - Alain Juppé
 - L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
 - L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitrinal
 - L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
 - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations Franco-Russes - S.E Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
 - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - L'avenir du conflit entre chiite et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
 - L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani
 - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
 - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
 - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
 - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
 - L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
 - L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
 - Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli

-
- **L'avenir du Grand Paris** - Philippe Yvin
 - **L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins** - Georges Malbrunot
 - **Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?** - Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
 - **L'avenir de la Corée du Nord** - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
 - **Handicap et République** - Pierre Gallix
 - **Réflexions sur la recherche française...** - Raymond Piccoli
 - **Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?** - Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
 - **Le maquis des aides sociales** - Jean-Pierre Gualazzi
 - **Réformer les retraites, c'est transformer la société** - Jacky Bontems & Aude de Castet
 - **Le droit du travail 3.0** - Nicolas Dulac
 - **L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ?** - Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
 - **Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de longévité ?** - Jacky Bontems & Aude de Castet
 - **De la nation universelle au territoire-monde** - Marc Soléry
 - **L'intelligence économique** - Colonel (H) Dominique Fonvielle

Les Colloques de l'Institut Diderot

- **L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)**
- **Les 18-24 ans et l'avenir de la politique**
- **L'avenir de l'Afrique**

Comment gouverner un peuple-roi ?

L'art politique n'est pas seulement un art de gouverner, c'est aussi, et peut-être surtout, « un art d'être gouverné », qui ne va pas sans obéissance. Eh oui ! Le droit d'être libre, dans une démocratie, est indissociable du devoir d'obéir ! Car si le peuple est souverain, aucun citoyen ne l'est seul.

Cet écart considérable, entre ce que j'appellerais volontiers ma dose individuelle de souveraineté et ma dose de sujétion ou d'obéissance, explique que chacun d'entre nous soit si souvent déçu, frustré ou mécontent ! On me promet d'être libre (et nous le sommes en effet, mais ensemble, donc aussi les uns contre les autres) et on me demande d'obéir !

De là les tentations populistes, qui voudraient toujours plus de démocratie, notamment participative, tout en refusant trop souvent d'obéir, voire en rêvant parfois d'un pouvoir fort ou « illibéral », qui les dispenserait de démocratie, y compris représentative !

Pierre-Henri Tavoillot s'adresse à ce que j'appelle le grand public cultivé, c'est-à-dire au fond à nous tous, sans renoncer pour autant à la rigueur et aux connaissances qui lui permettent d'être estimé par ses pairs. Il nous fait l'amitié de « rendre la philosophie populaire », comme le voulait Diderot, sans manquer en rien aux exigences de la philosophie savante.

André COMTE-SPONVILLE

Directeur général de l'Institut Diderot

Pierre-Henri TAVOILLOT



Président du Collège de philosophie, Pierre-Henri TAVOILLOT enseigne la philosophie à Sorbonne Université (qui regroupe les anciennes universités Paris IV et Paris VI), où il s'occupe notamment de « la formation tout au long de la vie ». Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages, dont *Comment gouverner un peuple-roi ? Traité nouveau d'art politique* (Odile Jacob, 2019) et *La morale de cette histoire. Guide éthique pour temps incertains* (Michel Lafon, 2020).

D
INSTITUT
DIDEROT

La présente publication ne peut être vendue.

ISBN 979-10-93704-87-6



9791093704876

ISSN 2496-4948 (en ligne)

ISSN-2608-1334 (imprimé)